



SYNTHÈSE CONJONCTURELLE DU DÉPARTEMENT DES ALPES-MARITIMES

ÉDITION OCTOBRE 2017

Dans les Alpes-Maritimes, le taux de chômage s'établit à 10,0 % de la population active au T2 2017. Par rapport au trimestre précédent, il est en baisse de 0,3 point. Fin juin 2017, le département compte 69 820 demandeurs d'emploi de catégorie A inscrits en fin de mois à Pôle emploi (sans aucune activité), soit une baisse de 1,1 % par rapport à fin mars 2017 (- 770 demandeurs d'emploi). Le nombre de demandeurs d'emploi de catégories A, B, C (sans activité ou en activité réduite) s'établit quant à lui à 101 930, en hausse de 0,6 % par rapport à fin mars 2017 (+ 610 demandeurs d'emploi).

Dans le détail, le nombre d'hommes demandeurs d'emploi de catégories A, B, C s'établit à 50 590 (-0,1 % par rapport à fin mars 2017, soit - 50 demandeurs d'emploi) et le nombre de femmes à 51 340 (+1,3 % par rapport à fin mars 2017, soit + 660 demandeurs d'emploi). Par ailleurs, le département compte 10 810 jeunes de moins de 25 ans demandeurs d'emploi de catégories A, B, C (+0,7 % par rapport à fin mars 2017, soit + 80 demandeurs d'emploi) et 28 770 seniors de 50 ans et plus (+0,8 % par rapport à fin mars 2017, soit + 240 demandeurs d'emploi). Enfin, le nombre de demandeurs d'emploi de longue durée (inscrits à Pôle emploi en catégories A, B, C depuis un an ou plus) s'établit à 41 400, en hausse de 2,0 % par rapport à fin mars 2017 (+ 800 demandeurs d'emploi).

A la fin du T2 2017, les Alpes-Maritimes comptent 265 660 salariés dans les secteurs concurrentiels hors agriculture et particuliers employeurs, soit 548 de plus qu'à la fin du trimestre précédent (+0,2 %). Hors intérim, le nombre d'emplois salariés marchands s'établit à 258 928 (+0,3 %, soit + 758 emplois). Le nombre d'emplois intérimaires s'établit quant à lui à 6 732 (-3,0 %, soit - 210 emplois).

Plus précisément, le secteur industriel comptabilise 31 053 emplois salariés marchands y compris intérim, en hausse de 63 par rapport à la fin du trimestre précédent (+0,2 %) : +50 emplois hors intérim et +13 emplois intérimaires. Dans le secteur de la construction, le nombre d'emplois salariés marchands y compris intérim s'établit à 22 959, en baisse de 222 (-1,0 %) : -95 emplois hors intérim et -127 emplois intérimaires. Enfin, le nombre d'emplois salariés dans le tertiaire marchand y compris intérim atteint 211 322, en hausse de 709 par rapport à la fin du trimestre précédent (+0,3 %) : + 803 emplois hors intérim et -94 emplois intérimaires.

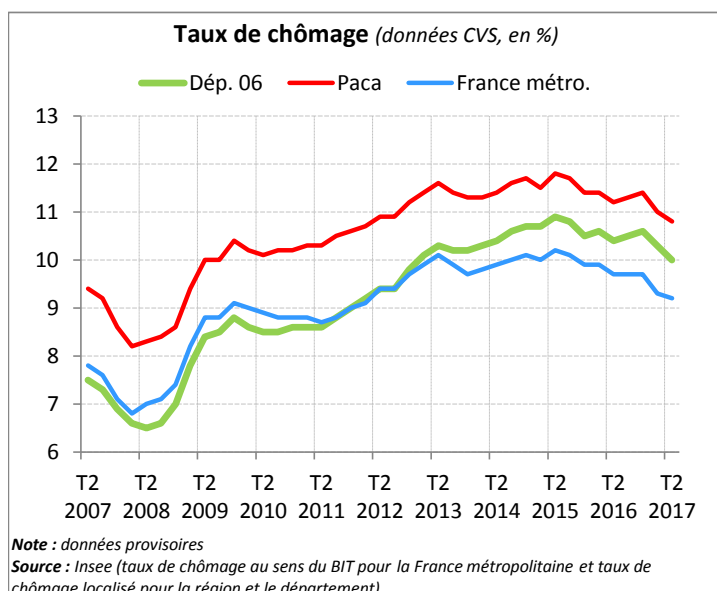
Sur le champ des politiques d'aide à l'emploi, 1 042 CUI et 130 emplois d'avenir sont signés ou reconduits au cours du T2 2017 (soit respectivement - 159 et - 58 qu'au cours du même trimestre de l'année précédente). A la fin du T2 2017, les Alpes-Maritimes comptent ainsi 3 260 bénéficiaires de CUI et 949 bénéficiaires d'emplois d'avenir (respectivement - 493 et - 391 qu'un an plus tôt). Par ailleurs, 60 embauches en contrat de génération sont réalisées au cours du T1 2017, soit 21 de moins qu'au cours du même trimestre de l'année précédente, ce qui porte à 505 le nombre de contrats encore en cours à la fin du T1 2016 (84 de moins sur un an). Enfin, durant la campagne de juin 2017 à juillet 2017, le département enregistre 351 contrats d'apprentissage, soit 35 de plus qu'au cours de la même campagne de l'année précédente.

Indicateur	Dernière donnée disponible		Donnée précédente		Source
	Valeur	Date	Evolution	Date	
Chômage (données CVS) et demande d'emploi (données CVS-CIO)					
Taux de chômage	10 %	T2 2017	-0,3 pt	T1 2017	Insee
Demandeurs d'emploi de catégorie A	69 820	Fin juin 2017	- 770	Fin mars 2017	Pôle emploi, Dares
<i>Hommes</i>	35 900	Fin juin 2017	- 510	Fin mars 2017	Pôle emploi, Dares
<i>Femmes</i>	33 920	Fin juin 2017	- 260	Fin mars 2017	Pôle emploi, Dares
<i>Moins de 25 ans</i>	7 680	Fin juin 2017	- 180	Fin mars 2017	Pôle emploi, Dares
<i>50 ans et plus</i>	20 400	Fin juin 2017	- 80	Fin mars 2017	Pôle emploi, Dares
Demandeurs d'emploi de catégories A, B, C	101 930	Fin juin 2017	+ 610	Fin mars 2017	Pôle emploi, Dares
<i>Hommes</i>	50 590	Fin juin 2017	- 50	Fin mars 2017	Pôle emploi, Dares
<i>Femmes</i>	51 340	Fin juin 2017	+ 660	Fin mars 2017	Pôle emploi, Dares
<i>Moins de 25 ans</i>	10 810	Fin juin 2017	+ 80	Fin mars 2017	Pôle emploi, Dares
<i>50 ans et plus</i>	28 770	Fin juin 2017	+ 240	Fin mars 2017	Pôle emploi, Dares
<i>Inscrits depuis un an ou plus</i>	41 400	Fin juin 2017	+ 800	Fin mars 2017	Pôle emploi, Dares
<i>Inscrits depuis deux ans ou plus</i>	21 480	Fin juin 2017	+ 200	Fin mars 2017	Pôle emploi, Dares
<i>Entrées</i>	31 880	T2 2017	+0,5 %	T1 2017	Pôle emploi, Dares
<i>Sorties</i>	30 790	T2 2017	+0,4 %	T1 2017	Pôle emploi, Dares
Emploi (données CVS)					
Emploi salarié marchand	265 660	Fin T2 2017	+ 548	Fin T1 2017	Insee, Acooss-Urssaf, Dares
<i>Industrie y compris intérim</i>	31 053	Fin T2 2017	+ 63	Fin T1 2017	Insee, Acooss-Urssaf, Dares
<i>Construction y compris intérim</i>	22 959	Fin T2 2017	- 222	Fin T1 2017	Insee, Acooss-Urssaf, Dares
<i>Tertiaire marchand y compris intérim</i>	211 322	Fin T2 2017	+ 709	Fin T1 2017	Insee, Acooss-Urssaf, Dares
Politiques d'aide à l'emploi (données brutes)					
Embauches en contrat unique d'insertion (CUI)	1 042	T2 2017	- 159	T2 2016	ASP
Stock de bénéficiaires de CUI	3 260	Fin T2 2017	- 493	Fin T2 2016	ASP
Embauches en emploi d'avenir	130	T2 2017	- 58	T2 2016	ASP
Stock de bénéficiaires d'emplois d'avenir	949	Fin T2 2017	- 391	Fin T2 2016	ASP
Aides à l'embauche en contrat de génération	60	T1 2017	-21	T1 2016	Pôle emploi
Stock des aides à l'embauche en contrat de génération	505	Fin T1 2017	- 84	Fin T1 2016	Pôle emploi
Contrats d'apprentissage	351	Campagne juin 2017 - juillet 2017	+ 35	Campagne juin 2016 - juillet 2016	Dares, Direccte Paca

Chômage et demande d'emploi

Taux de chômage et demande d'emploi sont deux concepts qui ne se recouvrent pas complètement. Mode de calcul, périodicité et populations couvertes diffèrent. Estimé tous les trimestres par l'Insee grâce à l'enquête Emploi, le taux de chômage au sens du BIT rapporte le nombre de chômeurs à la population active (somme des personnes au chômage et des personnes en âge de travailler en emploi). Il constitue un indicateur de référence pour l'analyse des évolutions du marché du travail. Ses évolutions peuvent différer de celles des demandeurs d'emploi, dont la mesure est réalisée tous les mois par la Dares et Pôle emploi à partir des fichiers administratifs de gestion de Pôle emploi. En effet, certains demandeurs d'emploi ne sont pas chômeurs au sens du BIT et certains chômeurs ne sont pas inscrits à Pôle emploi.

Taux de chômage

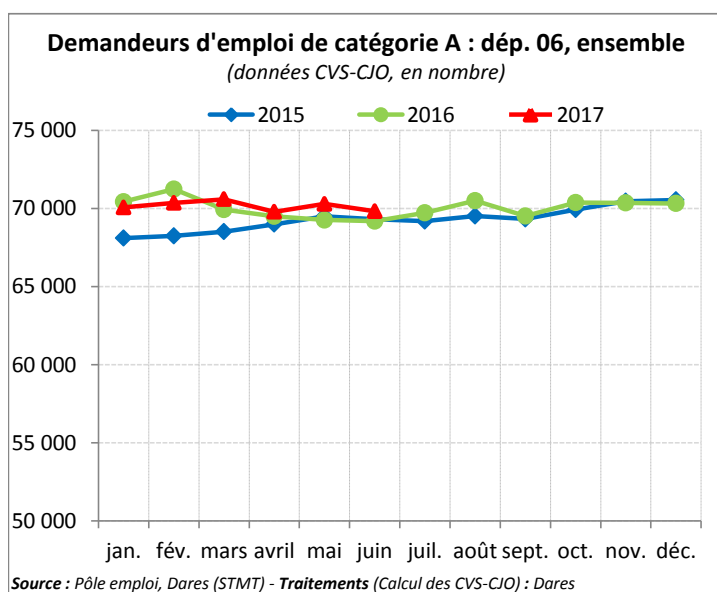


- Au T2 2017, dans les Alpes-Maritimes, le taux de chômage s'établit à 10,0 % de la population active. Par rapport au trimestre précédent, il est en baisse de 0,3 point. Sur un an, il diminue de 0,4 point.

- En Paca, le taux de chômage s'établit à 10,8 % de la population active au T2 2017. Par rapport au trimestre précédent, il baisse de 0,2 point. Sur un an, il diminue de 0,4 point.

- En France métropolitaine, le taux de chômage s'établit à 9,2 % de la population active au T2 2017. Par rapport au trimestre précédent, il baisse de 0,1 point. Sur un an, il diminue de 0,5 point.

Demandeurs d'emploi de catégorie A inscrits en fin de mois à Pôle emploi



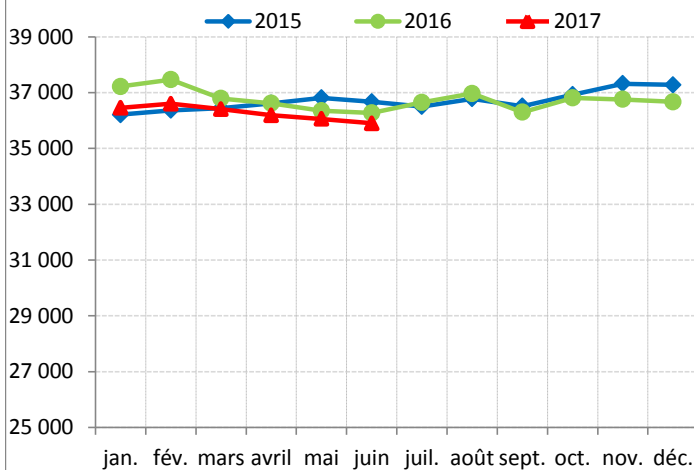
- Fin juin 2017, dans les Alpes-Maritimes, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A inscrits en fin de mois à Pôle emploi s'établit à 69 820. Par rapport à fin mars 2017, il est en baisse de 1,1 % (- 770 demandeurs d'emploi). Sur un an, il croît de 0,9 % (+ 640 demandeurs d'emploi).

- En Paca, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A s'établit à 325 160 fin juin 2017, soit une baisse de 0,4 % par rapport à fin mars 2017 (-1 150 demandeurs d'emploi) et une augmentation de 1,1 % sur un an (+3 530 demandeurs d'emploi).

- En France métropolitaine, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A s'établit à 3 483 200 fin juin 2017, soit une baisse de 0,7 % par rapport à fin mars 2017 (-24 900 demandeurs d'emploi) et une diminution de 1,0 % sur un an (-36 500 demandeurs d'emploi).

Demandeurs d'emploi de catégorie A, par sexe

Demandeurs d'emploi de catégorie A : dép. 06, hommes
(données CVS-CJO, en nombre)



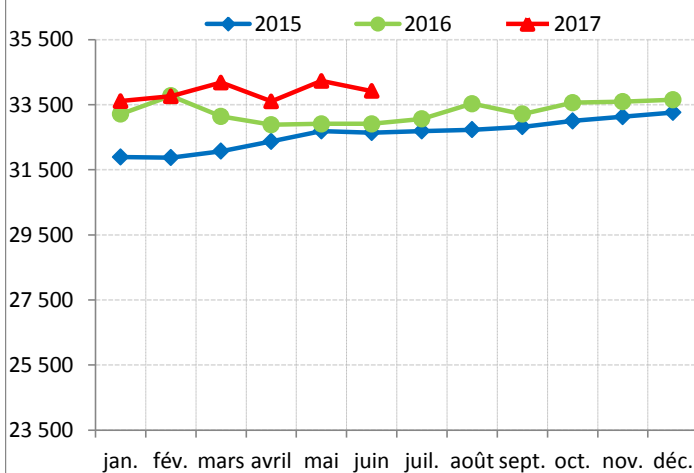
Source : Pôle emploi, Dares (STMT) - Traitements (Calcul des CVS-CJO) : Dares

- Fin juin 2017, dans les Alpes-Maritimes, le nombre d'hommes demandeurs d'emploi de catégorie A inscrits en fin de mois à Pôle emploi s'établit à 35 900. Par rapport à fin mars 2017, il est en baisse de 1,4 % (- 510 demandeurs d'emploi). Sur un an, il diminue de 1,0 % (- 370 demandeurs d'emploi).

- En Paca, le nombre d'hommes demandeurs d'emploi de catégorie A s'établit à 167 740 fin juin 2017, soit une baisse de 0,9 % par rapport à fin mars 2017 (-1 600 demandeurs d'emploi) et une diminution de 0,8 % sur un an (-1 320 demandeurs d'emploi).

- En France métropolitaine, le nombre d'hommes demandeurs d'emploi de catégorie A s'établit à 1 796 300 fin juin 2017, soit une baisse de 1,0 % par rapport à fin mars 2017 (-18 000 demandeurs d'emploi) et une diminution de 2,9 % sur un an (-53 600 demandeurs d'emploi).

Demandeurs d'emploi de catégorie A : dép. 06, femmes
(données CVS-CJO, en nombre)



Source : Pôle emploi, Dares (STMT) - Traitements (Calcul des CVS-CJO) : Dares

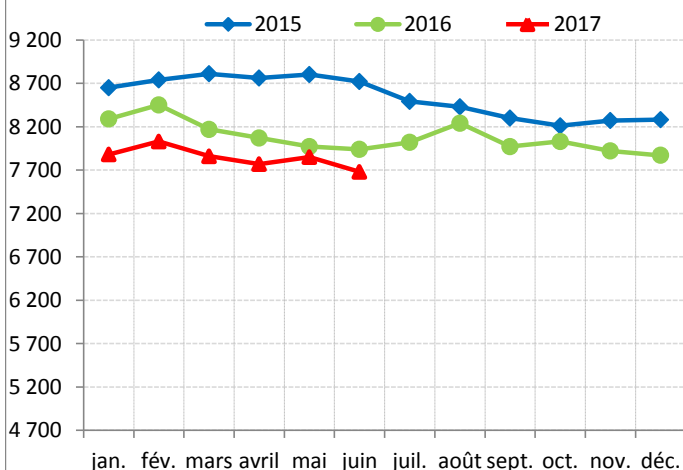
- Fin juin 2017, dans les Alpes-Maritimes, le nombre de femmes en demande d'emploi de catégorie A inscrites en fin de mois à Pôle emploi s'établit à 33 920. Par rapport à fin mars 2017, il est en baisse de 0,8 % (- 260 demandeurs d'emploi). Sur un an, il croît de 3,1 % (+1 010 demandeurs d'emploi).

- En Paca, le nombre de femmes en demande d'emploi de catégorie A s'établit à 157 420 fin juin 2017, soit une hausse de 0,3 % par rapport à fin mars 2017 (+ 450 demandeurs d'emploi) et une augmentation de 3,2 % sur un an (+4 850 demandeurs d'emploi).

- En France métropolitaine, le nombre de femmes en demande d'emploi de catégorie A s'établit à 1 686 900 fin juin 2017, soit une baisse de 0,4 % par rapport à fin mars 2017 (-6 900 demandeurs d'emploi) et une augmentation de 1,0 % sur un an (+17 100 demandeurs d'emploi).

Demandeurs d'emploi de catégorie A, par âge

Demandeurs d'emploi de catégorie A : dép. 06, moins de 25 ans (données CVS-CJO, en nombre)



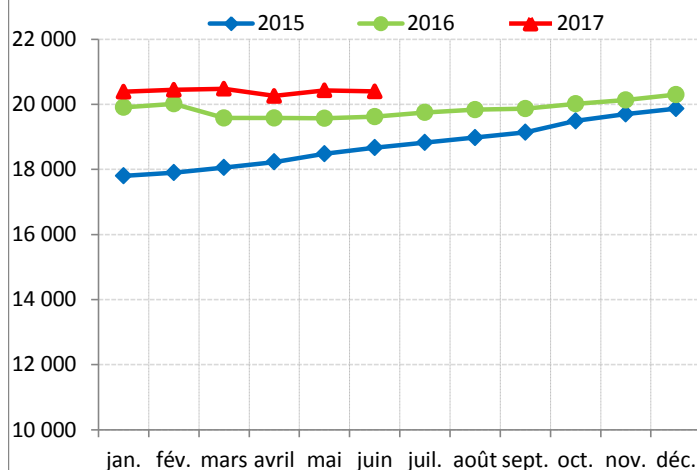
Source : Pôle emploi, Dares (STMT) - Traitements (Calcul des CVS-CJO) : Dares

- Fin juin 2017, dans les Alpes-Maritimes, le nombre de jeunes de moins de 25 ans demandeurs d'emploi de catégorie A inscrits en fin de mois à Pôle emploi s'établit à 7 680. Par rapport à fin mars 2017, il est en baisse de 2,3 % (- 180 demandeurs d'emploi). Sur un an, il diminue de 3,3 % (- 260 demandeurs d'emploi).

- En Paca, le nombre de jeunes de moins de 25 ans demandeurs d'emploi de catégorie A s'établit à 40 650 fin juin 2017, soit une baisse de 1,0 % par rapport à fin mars 2017 (- 400 demandeurs d'emploi) et une diminution de 2,9 % sur un an (-1 200 demandeurs d'emploi).

- En France métropolitaine, le nombre de jeunes de moins de 25 ans demandeurs d'emploi de catégorie A s'établit à 473 000 fin juin 2017, soit une baisse de 1,7 % par rapport à fin mars 2017 (-8 400 demandeurs d'emploi) et une diminution de 6,7 % sur un an (-34 200 demandeurs d'emploi).

Demandeurs d'emploi de catégorie A : dép. 06, 50 ans et plus (données CVS-CJO, en nombre)



Source : Pôle emploi, Dares (STMT) - Traitements (Calcul des CVS-CJO) : Dares

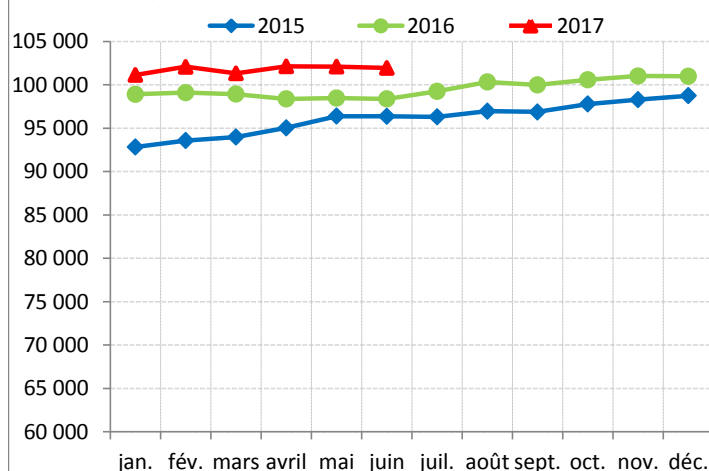
- Fin juin 2017, dans les Alpes-Maritimes, le nombre de seniors de 50 ans et plus demandeurs d'emploi de catégorie A inscrits en fin de mois à Pôle emploi s'établit à 20 400. Par rapport à fin mars 2017, il est en baisse de 0,4 % (- 80 demandeurs d'emploi). Sur un an, il croît de 4,0 % (+ 780 demandeurs d'emploi).

- En Paca, le nombre de seniors de 50 ans et plus demandeurs d'emploi de catégorie A s'établit à 88 790 fin juin 2017, soit une hausse de 0,1 % par rapport à fin mars 2017 (+ 90 demandeurs d'emploi) et une augmentation de 5,0 % sur un an (+4 250 demandeurs d'emploi).

- En France métropolitaine, le nombre de seniors de 50 ans et plus demandeurs d'emploi de catégorie A s'établit à 915 100 fin juin 2017, soit une baisse de 0,6 % par rapport à fin mars 2017 (-5 900 demandeurs d'emploi) et une augmentation de 3,1 % sur un an (+27 100 demandeurs d'emploi).

Demandeurs d'emploi de catégories A, B, C inscrits en fin de mois à Pôle emploi

Demandeurs d'emploi de catégories A, B, C : dép. 06, ensemble (données CVS-CJO, en nombre)



Source : Pôle emploi, Dares (STMT) - Traitements (Calcul des CVS-CJO) : Dares

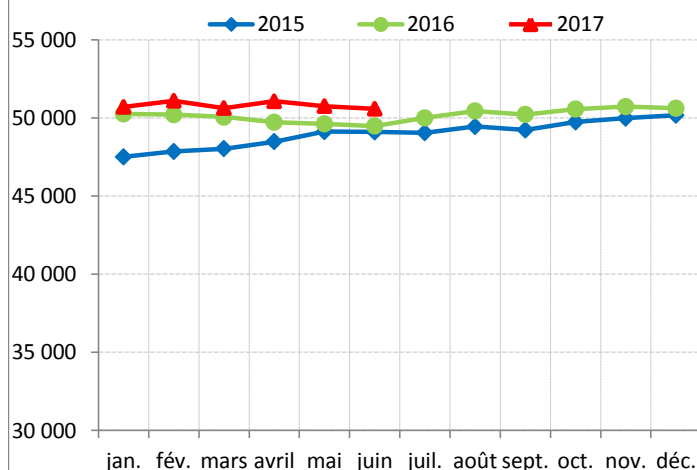
- Fin juin 2017, dans les Alpes-Maritimes, le nombre de demandeurs d'emploi de catégories A, B, C inscrits en fin de mois à Pôle emploi s'établit à 101 930. Par rapport à fin mars 2017, il est en hausse de 0,6 % (+ 610 demandeurs d'emploi). Sur un an, il croît de 3,6 % (+3 560 demandeurs d'emploi).

- En Paca, le nombre de demandeurs d'emploi de catégories A, B, C s'établit à 488 300 fin juin 2017, soit une hausse de 1,1 % par rapport à fin mars 2017 (+5 160 demandeurs d'emploi) et une augmentation de 3,8 % sur un an (+17 860 demandeurs d'emploi).

- En France métropolitaine, le nombre de demandeurs d'emploi de catégories A, B, C s'établit à 5 562 600 fin juin 2017, soit une hausse de 1,1 % par rapport à fin mars 2017 (+58 800 demandeurs d'emploi) et une augmentation de 2,2 % sur un an (+122 100 demandeurs d'emploi).

Demandeurs d'emploi de catégories A, B, C, par sexe

Demandeurs d'emploi de catégories A, B, C : dép. 06, hommes (données CVS-CJO, en nombre)

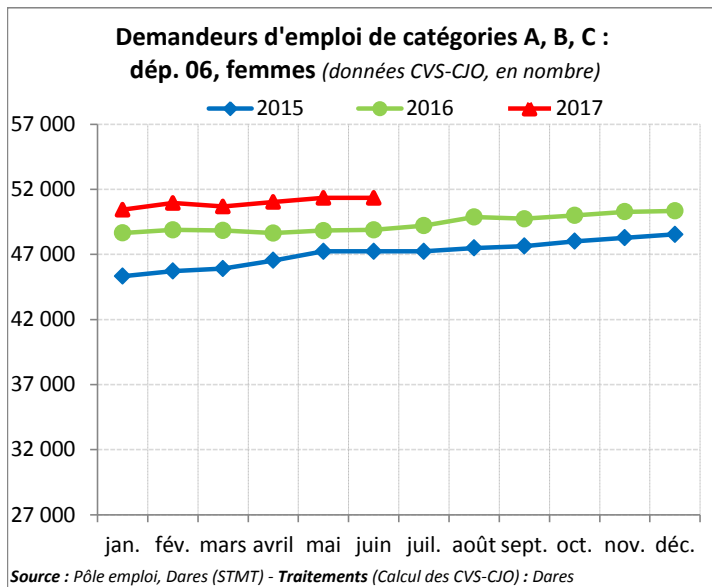


Source : Pôle emploi, Dares (STMT) - Traitements (Calcul des CVS-CJO) : Dares

- Fin juin 2017, dans les Alpes-Maritimes, le nombre d'hommes demandeurs d'emploi de catégories A, B, C inscrits en fin de mois à Pôle emploi s'établit à 50 590. Par rapport à fin mars 2017, il est en baisse de 0,1 % (- 50 demandeurs d'emploi). Sur un an, il croît de 2,2 % (+1 100 demandeurs d'emploi).

- En Paca, le nombre d'hommes demandeurs d'emploi de catégories A, B, C s'établit à 241 950 fin juin 2017, soit une hausse de 0,3 % par rapport à fin mars 2017 (+ 810 demandeurs d'emploi) et une augmentation de 2,2 % sur un an (+5 250 demandeurs d'emploi).

- En France métropolitaine, le nombre d'hommes demandeurs d'emploi de catégories A, B, C s'établit à 2 721 900 fin juin 2017, soit une hausse de 0,6 % par rapport à fin mars 2017 (+16 400 demandeurs d'emploi) et une augmentation de 0,7 % sur un an (+19 400 demandeurs d'emploi).

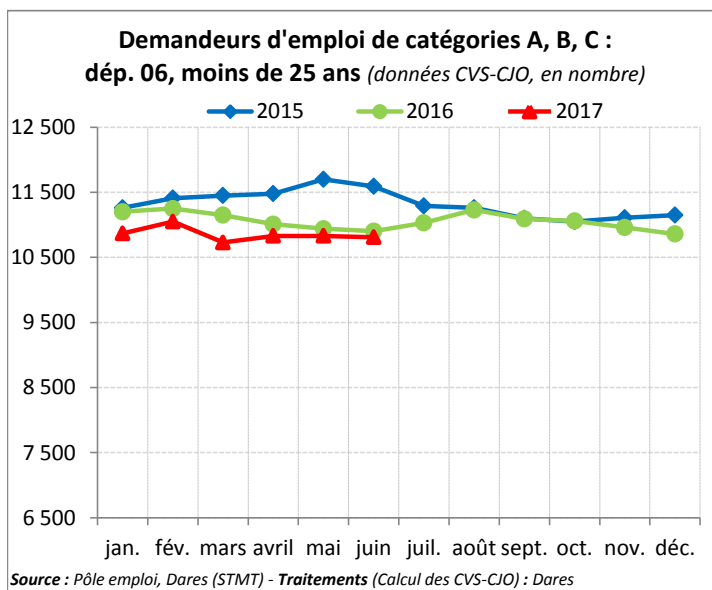


- Fin juin 2017, dans les Alpes-Maritimes, le nombre de femmes en demande d'emploi de catégories A, B, C inscrites en fin de mois à Pôle emploi s'établit à 51 340. Par rapport à fin mars 2017, il est en hausse de 1,3 % (+ 660 demandeurs d'emploi). Sur un an, il croît de 5,0 % (+2 460 demandeurs d'emploi).

- En Paca, le nombre de femmes en demande d'emploi de catégories A, B, C s'établit à 246 350 fin juin 2017, soit une hausse de 1,8 % par rapport à fin mars 2017 (+4 350 demandeurs d'emploi) et une augmentation de 5,4 % sur un an (+12 610 demandeurs d'emploi).

- En France métropolitaine, le nombre de femmes en demande d'emploi de catégories A, B, C s'établit à 2 840 700 fin juin 2017, soit une hausse de 1,5 % par rapport à fin mars 2017 (+42 400 demandeurs d'emploi) et une augmentation de 3,8 % sur un an (+102 700 demandeurs d'emploi).

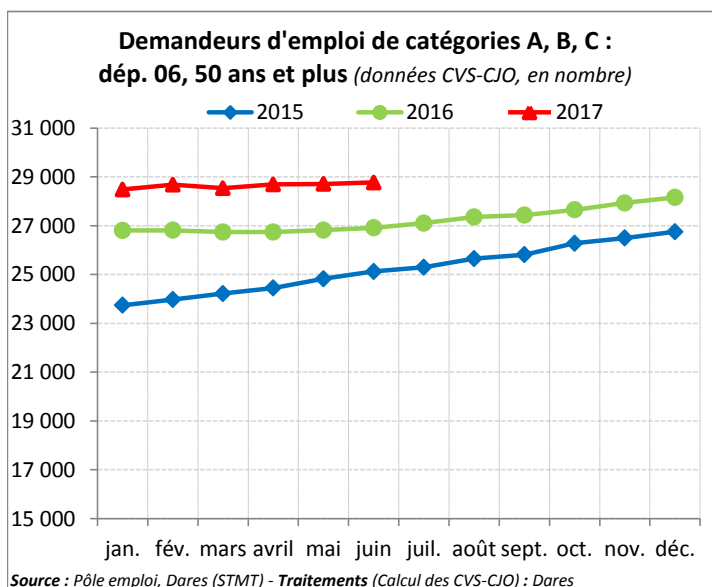
Demands d'emploi de catégories A, B, C par âge



- Fin juin 2017, dans les Alpes-Maritimes, le nombre de jeunes de moins de 25 ans demandeurs d'emploi de catégories A, B, C inscrits en fin de mois à Pôle emploi s'établit à 10 810. Par rapport à fin mars 2017, il est en hausse de 0,7 % (+ 80 demandeurs d'emploi). Sur un an, il diminue de 0,8 % (- 90 demandeurs d'emploi).

- En Paca, le nombre de jeunes de moins de 25 ans demandeurs d'emploi de catégories A, B, C s'établit à 59 700 fin juin 2017, soit une hausse de 1,6 % par rapport à fin mars 2017 (+ 950 demandeurs d'emploi) et une stabilité sur un an (+ 20 demandeurs d'emploi).

- En France métropolitaine, le nombre de jeunes de moins de 25 ans demandeurs d'emploi de catégories A, B, C s'établit à 745 800 fin juin 2017, soit une hausse de 1,3 % par rapport à fin mars 2017 (+9 600 demandeurs d'emploi) et une diminution de 3,2 % sur un an (-25 000 demandeurs d'emploi).

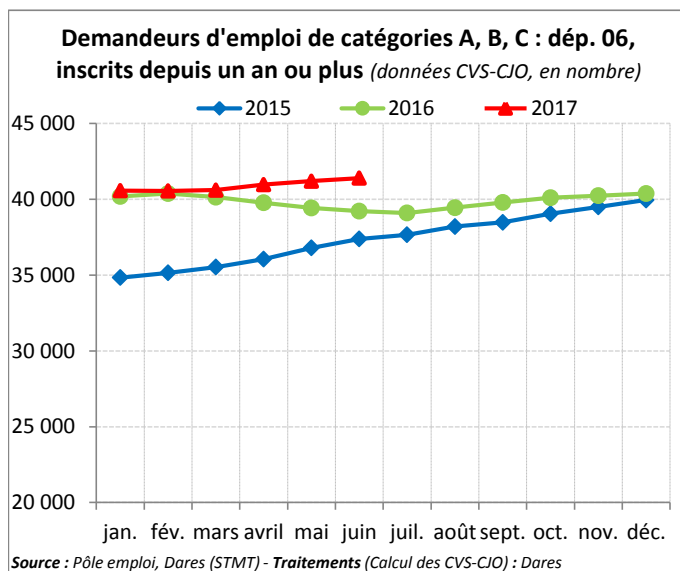


- Fin juin 2017, dans les Alpes-Maritimes, le nombre de séniors de 50 ans et plus demandeurs d'emploi de catégories A, B, C inscrits en fin de mois à Pôle emploi s'établit à 28 770. Par rapport à fin mars 2017, il est en hausse de 0,8 % (+ 240 demandeurs d'emploi). Sur un an, il croît de 6,9 % (+1 860 demandeurs d'emploi).

- En Paca, le nombre de séniors de 50 ans et plus demandeurs d'emploi de catégories A, B, C s'établit à 127 340 fin juin 2017, soit une hausse de 1,2 % par rapport à fin mars 2017 (+1 550 demandeurs d'emploi) et une augmentation de 7,8 % sur un an (+9 180 demandeurs d'emploi).

- En France métropolitaine, le nombre de séniors de 50 ans et plus demandeurs d'emploi de catégories A, B, C s'établit à 1 371 000 fin juin 2017, soit une hausse de 1,0 % par rapport à fin mars 2017 (+13 900 demandeurs d'emploi) et une augmentation de 6,2 % sur un an (+79 500 demandeurs d'emploi).

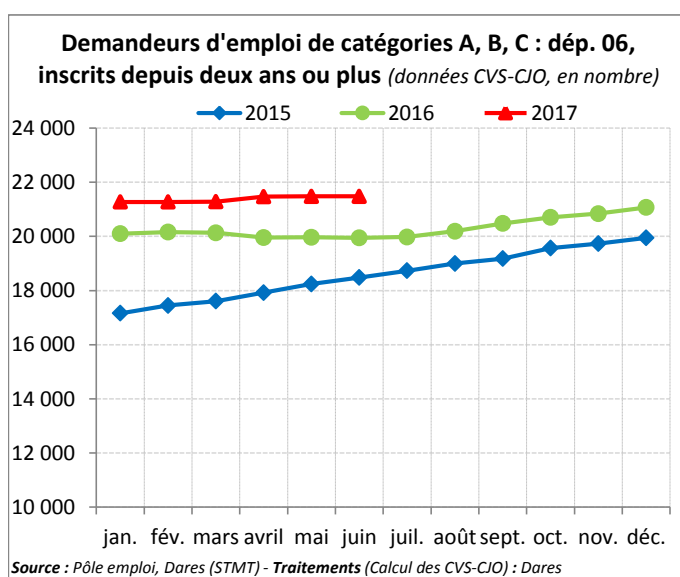
Ancienneté en catégories A, B, C des demandeurs d'emploi



- Fin juin 2017, dans les Alpes-Maritimes, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en catégories A, B, C depuis un an ou plus s'établit à 41 400. Par rapport à fin mars 2017, il est en hausse de 2,0 % (+ 800 demandeurs d'emploi). Sur un an, il croît de 5,6 % (+2 190 demandeurs d'emploi).

- En Paca, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en catégories A, B, C depuis un an ou plus s'établit à 208 060 fin juin 2017, soit une hausse de 2,9 % par rapport à fin mars 2017 (+5 860 demandeurs d'emploi) et une augmentation de 4,3 % sur un an (+8 580 demandeurs d'emploi).

- En France métropolitaine, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en catégories A, B, C depuis un an ou plus s'établit à 2 443 900 fin juin 2017, soit une hausse de 1,4 % par rapport à fin mars 2017 (+33 400 demandeurs d'emploi) et une augmentation de 0,4 % sur un an (+10 800 demandeurs d'emploi).



- Fin juin 2017, dans les Alpes-Maritimes, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en catégories A, B, C depuis deux ans ou plus s'établit à 21 480. Par rapport à fin mars 2017, il est en hausse de 0,9 % (+ 200 demandeurs d'emploi). Sur un an, il croît de 7,7 % (+1 530 demandeurs d'emploi).

- En Paca, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en catégories A, B, C depuis deux ans ou plus s'établit à 111 020 fin juin 2017, soit une hausse de 0,8 % par rapport à fin mars 2017 (+ 890 demandeurs d'emploi) et une augmentation de 5,0 % sur un an (+5 310 demandeurs d'emploi).

- En France métropolitaine, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en catégories A, B, C depuis deux ans ou plus s'établit à 1 369 700 fin juin 2017, soit une stabilité par rapport à fin mars 2017 (+ 100 demandeurs d'emploi) et une augmentation de 1,6 % sur un an (+22 100 demandeurs d'emploi).

Entrées et sorties des demandeurs d'emploi de catégories A, B, C

Entrées à Pôle emploi (catégories A, B, C, données CVS-CJO)

	T2 2017	Variation trimestrielle (en %)	Variation annuelle (en %)
Dép. 06	31 880	0,5	-2,2
Paca	146 520	2,4	-3,3
France métr.	1 672 300	3,5	0,8

Note : cumul des trois mois du trimestre

Source : Pôle emploi, Dares (STMT) - Traitements (Calculs des CVS-CJO) : Dares

- Au cours du T2 2017, dans les Alpes-Maritimes, les entrées à Pôle emploi en catégories A, B, C augmentent de 0,5 % par rapport au T1 2017. Sur un an, elles baissent de 2,2 %.

- En Paca, les entrées sont en hausse de 2,4 % au cours des trois derniers mois par rapport aux trois mois précédents.

- En France métropolitaine, les entrées sont en hausse de 3,5 % au cours des trois derniers mois par rapport aux trois mois précédents.

Sorties de Pôle emploi (catégories A, B, C, données CVS-CJO)

	T2 2017	Variation trimestrielle (en %)	Variation annuelle (en %)
Dép. 06	30 790	0,4	-4,5
Paca	139 350	-0,1	-6,5
France métr.	1 605 700	2,8	-3,6

Note : cumul des trois mois du trimestre

Source : Pôle emploi, Dares (STMT) - Traitements (Calculs des CVS-CJO) : Dares

- Au cours du T2 2017, dans les Alpes-Maritimes, les sorties de Pôle emploi en catégories A, B, C augmentent de 0,4 % par rapport au T1 2017. Sur un an, elles baissent de 4,5 %.

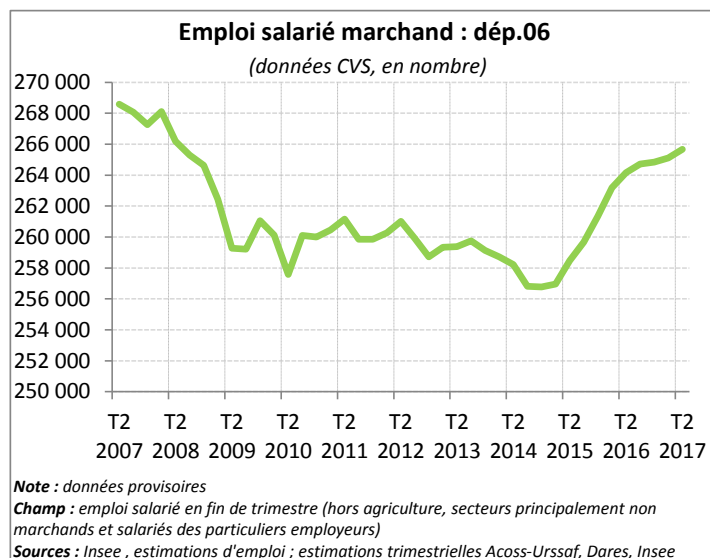
- En Paca, les sorties sont en baisse de 0,1 % au cours des trois derniers mois par rapport aux trois mois précédents.

- En France métropolitaine, les sorties sont en hausse de 2,8 % au cours des trois derniers mois par rapport aux trois mois précédents.

Emploi

Emploi salarié marchand

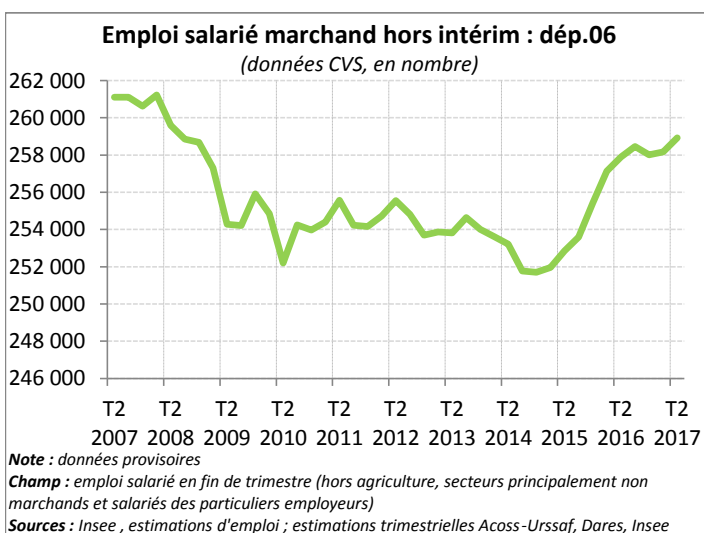
L'évolution de l'emploi salarié marchand s'explique d'une part par celle de l'emploi hors intérim et d'autre part par celle de l'emploi intérimaire.



- A la fin du T2 2017, les Alpes-Maritimes comptent 265 660 salariés dans les secteurs concurrentiels hors agriculture et particuliers employeurs. C'est 548 de plus qu'à la fin du trimestre précédent (+0,2 %) et 1 506 de plus qu'un an auparavant (+0,6 %).

- A la fin du T2 2017, Paca compte 1 141 075 salariés dans les secteurs concurrentiels hors agriculture et particuliers employeurs. C'est 4 671 de plus qu'à la fin du trimestre précédent (+0,4 %) et 13 510 de plus qu'un an auparavant (+1,2 %).

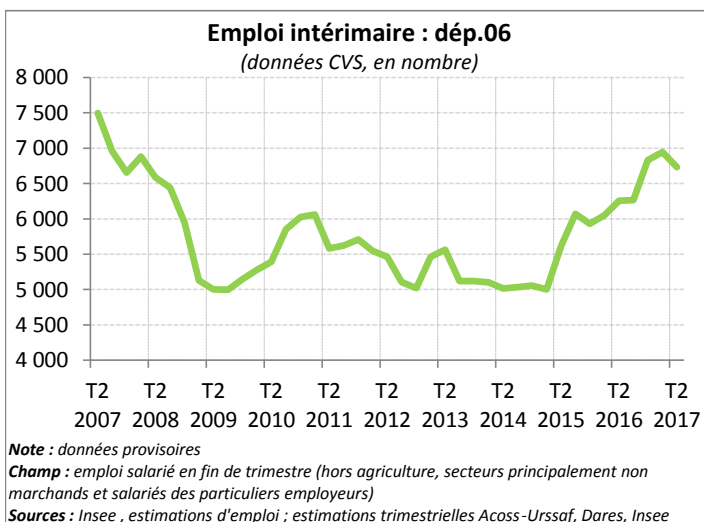
- A la fin du T2 2017, en France métropolitaine, le nombre d'emplois salariés marchands s'établit à 15 878 039. C'est 65 814 de plus qu'à la fin du trimestre précédent (+0,4 %) et 249 667 de plus qu'un an auparavant (+1,6 %).



- Hors intérim, le nombre d'emplois salariés marchands s'établit à 258 928 à la fin du T2 2017 dans les Alpes-Maritimes. C'est 758 de plus qu'à la fin du trimestre précédent (+0,3 %) et 1 032 de plus qu'un an auparavant (+0,4 %).

- En Paca, le nombre d'emplois salariés marchands hors intérim s'établit à 1 098 302 à la fin du T2 2017. C'est 4 136 de plus qu'à la fin du trimestre précédent (+0,4 %) et 9 009 de plus qu'un an plus tôt (+0,8 %).

- En France métropolitaine, le nombre d'emplois salariés marchands hors intérim s'établit à 15 174 786 à la fin du T2 2017. C'est 43 164 de plus qu'à la fin du trimestre précédent (+0,3 %) et 145 961 de plus qu'un an auparavant (+1,0 %).



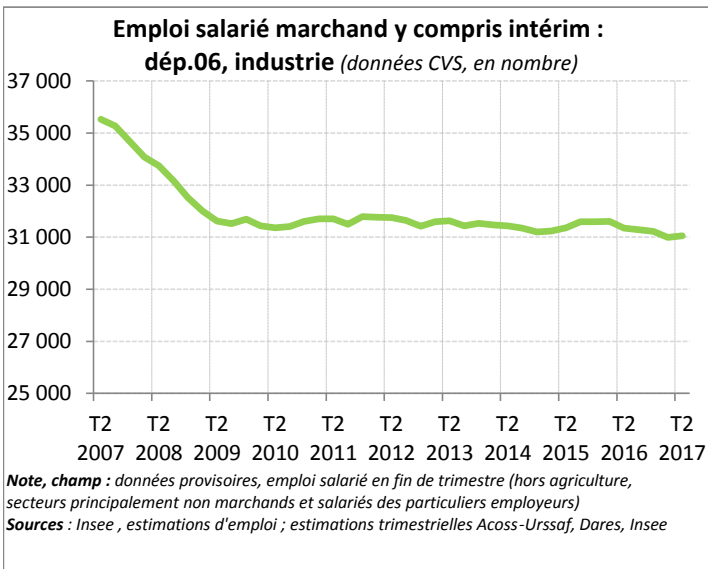
- A la fin du T2 2017, le nombre d'emplois intérimaires s'établit à 6 732 dans les Alpes-Maritimes. C'est 210 de moins qu'à la fin du trimestre précédent (-3,0 %) et 474 de plus qu'un an auparavant (+7,6 %).

- En Paca, le nombre d'emplois intérimaires s'établit à 42 773 à la fin du T2 2017. C'est 535 de plus qu'à la fin du trimestre précédent (+1,3 %) et 4 501 de plus qu'un an auparavant (+11,8 %).

- En France métropolitaine, le nombre d'emplois intérimaires s'établit à 703 253 à la fin du T2 2017. C'est 22 650 de plus qu'à la fin du trimestre précédent (+3,3 %) et 103 706 de plus qu'un an auparavant (+17,3 %).

Emploi salarié marchand, avec intérim réaffecté au secteur d'activité employeur

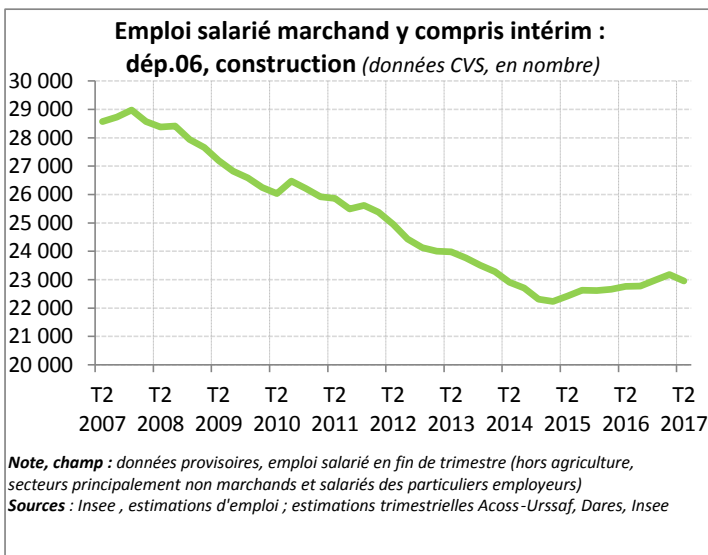
Depuis l'été 2017, l'Insee et la Dares publient des séries harmonisées du nombre d'intérimaires. Toutefois, contrairement à l'Insee qui continue de classer l'intérim intégralement dans le tertiaire marchand, le Sese de la Direccte Paca fait le choix de réaffecter chaque intérimaire à son secteur d'activité employeur et publie des séries d'emploi y compris intérim : pour chaque secteur d'activité, les effectifs hors intérim publiés par l'Insee sont ajoutés aux effectifs intérimaires produits par la Dares.



- A la fin du T2 2017, dans les Alpes-Maritimes, le nombre d'emplois salariés marchands dans le secteur industriel y compris intérim s'établit à 31 053. Par rapport à la fin du trimestre précédent, il augmente de 63 (+0,2 %) : +50 emplois hors intérim et +13 emplois intérimaires. Sur un an, il diminue de 295 (-0,9 %).

- A la fin du T2 2017, Paca compte 164 950 salariés dans le secteur industriel y compris intérim. Par rapport à la fin du T1 2017, ce nombre baisse de 197 (-0,1 %) : -251 emplois hors intérim et +54 emplois intérimaires. Sur un an, il diminue de 22 (-0,0 %).

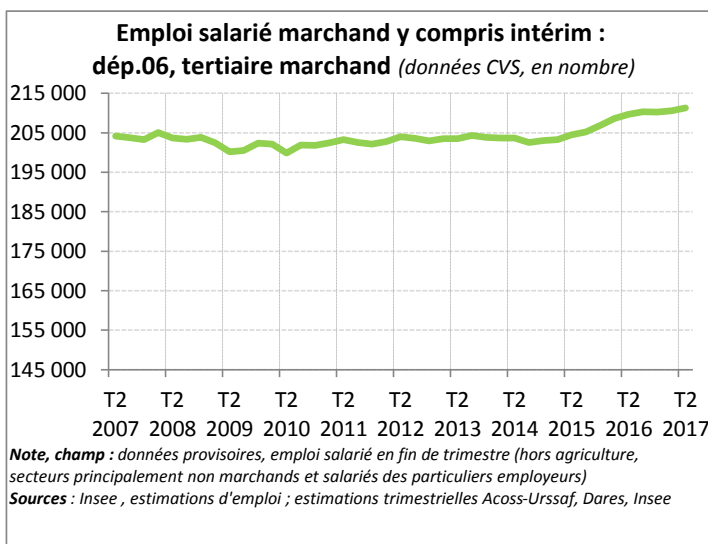
- A la fin du T2 2017, la France métropolitaine compte 3 391 092 salariés dans le secteur industriel y compris intérim. Par rapport à la fin du T1 2017, ce nombre augmente de 5 436 (+0,2 %) : -3 115 emplois hors intérim et +8 551 emplois intérimaires. Sur un an, il progresse de 21 369 (+0,6 %).



- A la fin du T2 2017, dans les Alpes-Maritimes, le nombre d'emplois salariés marchands dans le secteur de la construction y compris intérim s'établit à 22 959. Par rapport à la fin du trimestre précédent, il baisse de 222 (-1,0 %) : -95 emplois hors intérim et -127 emplois intérimaires. Sur un an, il progresse de 197 (+0,9 %).

- A la fin du T2 2017, Paca compte 110 288 salariés dans le secteur de la construction y compris intérim. Par rapport à la fin du T1 2017, ce nombre baisse de 230 (-0,2 %) : +65 emplois hors intérim et -295 emplois intérimaires. Sur un an, il progresse de 2 540 (+2,4 %).

- A la fin du T2 2017, la France métropolitaine compte 1 446 531 salariés dans le secteur de la construction y compris intérim. Par rapport à la fin du T1 2017, ce nombre augmente de 4 000 (+0,3 %) : +4 645 emplois hors intérim et -645 emplois intérimaires. Sur un an, il progresse de 29 126 (+2,1 %).



- A la fin du T2 2017, dans les Alpes-Maritimes, le nombre d'emplois salariés dans le tertiaire marchand y compris intérim s'établit à 211 322. Par rapport à la fin du trimestre précédent, il augmente de 709 (+0,3 %) : +803 emplois hors intérim et -94 intérimaires. Sur un an, il progresse de 1 610 (+0,8 %).

- A la fin du T2 2017, Paca compte 864 300 salariés dans le tertiaire marchand y compris intérim. Par rapport à la fin du T1 2017, ce nombre augmente de 5 104 (+0,6 %) : +4 322 emplois hors intérim et +782 emplois intérimaires. Sur un an, il progresse de 10 969 (+1,3 %).

- A la fin du T2 2017, la France métropolitaine compte 11 027 355 salariés dans le tertiaire marchand y compris intérim. Par rapport à la fin du T1 2017, ce nombre augmente de 56 293 (+0,5 %) : +41 634 emplois hors intérim et +14 659 emplois intérimaires. Sur un an, il progresse de 196 816 (+1,8 %).

Politiques d'aide à l'emploi

Contrats uniques d'insertion (CUI)

Embauches en CUI (y compris reconductions)

		T2 2017	T2 2016
Dép. 06	CUI	1 042	1 201
	CUI-CAE (non marchands)	926	1 049
	CUI-CIE (marchands)	116	152
Paca	CUI	7 065	9 103
	CUI-CAE (non marchands)	6 526	7 646
	CUI-CIE (marchands)	539	1 457
France métro.	CUI	66 684	79 222
	CUI-CAE (non marchands)	55 570	55 936
	CUI-CIE (marchands)	11 114	23 286

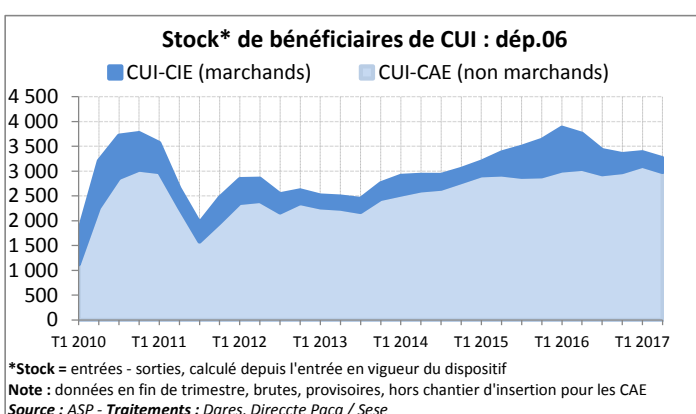
Note : cumul des trois mois du trimestre, données brutes, provisoires, hors chantier d'insertion pour les CAE

Source : ASP - Traitements : Dares, Direccte Paca / Sese

- Au cours du T2 2017, dans les Alpes-Maritimes, 1 042 CUI sont signés ou reconduits, soit 159 de moins qu'au cours du même trimestre de l'année précédente.

- En Paca, 7 065 CUI sont signés ou reconduits au cours du T2 2017, soit 2 038 de moins qu'au cours du même trimestre de l'année précédente.

- En France métropolitaine, 66 684 CUI sont signés ou reconduits au cours du T2 2017, soit 12 538 de moins qu'au cours du même trimestre de l'année précédente.



- A la fin du T2 2017, les Alpes-Maritimes comptent 3 260 bénéficiaires de CUI (dont 91 % dans le secteur non marchand), soit 493 de moins que l'année précédente.

- En Paca, 21 955 personnes bénéficient d'un CUI à la fin du T2 2017, soit 4 353 de moins qu'un an auparavant.

- En France métropolitaine, 253 971 personnes bénéficient d'un CUI à la fin du T2 2017, soit 40 378 de moins qu'un an auparavant.

Emplois d'avenir (EAV)

Embauches en emploi d'avenir (y compris reconductions)

		T2 2017	T2 2016
Dép. 06	EAV	130	188
	EAV non marchands	112	132
	EAV marchands	18	56
Paca	EAV	802	1 312
	EAV non marchands	705	984
	EAV marchands	97	328
France métro.	EAV	10 893	16 036
	EAV non marchands	9 210	11 976
	EAV marchands	1 683	4 060

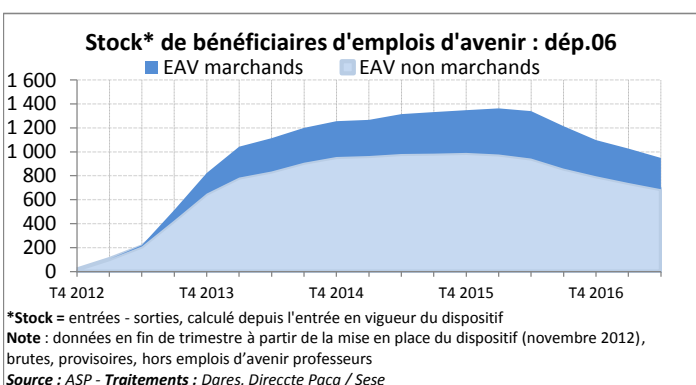
Note : cumul des trois mois du trimestre, données brutes, provisoires, hors emplois d'avenir professeurs

Source : ASP - Traitements : Dares, Direccte Paca / Sese

- Au cours du T2 2017, dans les Alpes-Maritimes, 130 emplois d'avenir sont signés ou reconduits, soit 58 de moins qu'au cours du même trimestre de l'année précédente.

- En Paca, 802 emplois d'avenir sont signés ou reconduits au cours du T2 2017, soit 510 de moins qu'au cours du même trimestre de l'année précédente.

- En France métropolitaine, 10 893 emplois d'avenir sont signés ou reconduits au cours du T2 2017, soit 5 143 de moins qu'au cours du même trimestre de l'année précédente.



- A la fin du T2 2017, les Alpes-Maritimes comptent 949 bénéficiaires d'emplois d'avenir (dont 72 % dans le secteur non marchand), soit 391 de moins que l'année précédente.

- En Paca, 7 166 personnes bénéficient d'un emploi d'avenir à la fin du T2 2017, soit 2 516 de moins qu'un an auparavant.

- En France métropolitaine, 84 736 personnes bénéficient d'un emploi d'avenir à la fin du T2 2017, soit 27 247 de moins qu'un an auparavant.

Contrats de génération

Aides à l'embauche en contrat de génération

	T1 2017	T1 2016
Dép. 06	60	81
Paca	148	253
France métro.	2 229	3 067

Note : cumul des trois mois du trimestre, données brutes, provisoires ; la localisation des contrats de génération se fait à partir de l'adresse de l'établissement déclarant et non pas à partir de l'adresse du jeune

Champ : ensemble des demandes acceptées (entreprises de moins de 300 salariés)

Source : Pôle emploi - **Traitements** : Dares, Direccte Paca / Sese

- Au cours du T1 2017, dans les Alpes-Maritimes, 60 embauches en contrat de génération sont réalisées, soit 21 de moins qu'au cours du même trimestre de l'année précédente.

- En Paca, 148 embauches en contrat de génération sont réalisées au cours du T1 2017, soit 105 de moins qu'au cours du même trimestre de l'année précédente.

- En France métropolitaine, 2 229 embauches en contrat de génération sont réalisées au cours du T1 2017, soit 838 de moins qu'au cours du même trimestre de l'année précédente.

Stock des aides à l'embauche en contrat de génération

	T1 2017	T1 2016
Dép. 06	505	589
Paca	1 728	2 224
France métro.	26 736	32 803

Note : données en fin de trimestre, brutes, provisoires ; la localisation des contrats de génération se fait à partir de l'adresse de l'établissement déclarant et non pas à partir de l'adresse du jeune

Champ : ensemble des demandes acceptées (entreprises de moins de 300 salariés)

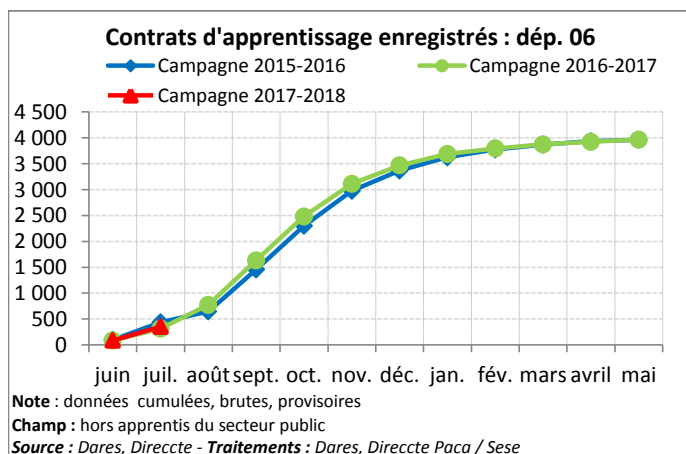
Source : Pôle emploi - **Traitements** : Dares, Direccte Paca / Sese

- A la fin du T1 2017, les Alpes-Maritimes comptabilisent 505 contrats de génération encore en cours, soit 84 de moins sur un an.

- En Paca, on comptabilise 1 728 contrats de génération encore en cours, soit 496 de moins sur un an.

- En France métropolitaine, on comptabilise 26 736 contrats de génération encore en cours, soit 6 067 de moins sur un an.

Contrats d'apprentissage



- Durant la campagne de juin 2017 à juillet 2017, les Alpes-Maritimes enregistrent 351 contrats d'apprentissage, soit 35 de plus qu'au cours de la même campagne de l'année précédente.

- En Paca, 1 867 contrats d'apprentissage sont enregistrés au cours de la campagne de juin 2017 à juillet 2017, soit 63 de plus qu'au cours de la même campagne de l'année précédente.

- En France métropolitaine, 25 912 contrats d'apprentissage sont enregistrés au cours de la campagne de juin 2017 à juillet 2017, soit 685 de plus qu'au cours de la même campagne de l'année précédente.

Contrats de professionnalisation

Avertissement : suite à des difficultés techniques, les statistiques mensuelles des contrats de professionnalisation sont indisponibles. Les données de certains OPCA, qui doivent chaque mois saisir les informations dans une application de gestion étant manquantes, les statistiques sont incomplètes.

Définitions : chômage et demande d'emploi

-Le **taux de chômage au sens du BIT** est la proportion du nombre de chômeurs au sens du BIT dans la population active au sens du BIT.

En application de la définition internationale adoptée en 1982 par le Bureau international du travail (BIT), un chômeur est une personne en âge de travailler (15 ans ou plus) qui répond simultanément à trois conditions :

- être sans emploi, c'est à dire ne pas avoir travaillé, ne serait-ce qu'une heure, durant une semaine de référence ;
- être disponible pour prendre un emploi dans les 15 jours ;
- avoir cherché activement un emploi dans le mois précédent ou en avoir trouvé un qui commence dans moins de trois mois.

La population active au sens du BIT comprend les chômeurs au sens du BIT et les personnes en emploi en âge de travailler.

Au niveau France métropolitaine, le taux de chômage au sens du BIT est estimé tous les trimestres par l'Insee à partir de l'enquête Emploi. Cette enquête est la seule source permettant de mettre en œuvre les définitions préconisées par le BIT sur le chômage, l'emploi, le sous-emploi et l'activité. Aux échelons régional et départemental, les taux de chômage ne sont pas calculés au sens du BIT mais sont dit "localisés", car ils synthétisent les informations issues de l'enquête Emploi et celles fournies par le nombre de demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois à Pôle emploi en catégorie A (pour la répartition géographique).

-Le nombre de **demandeurs d'emploi** est mesuré tous les mois par Pôle emploi et la Dares. Les demandeurs d'emploi sont présentés selon un regroupement en cinq catégories :

- catégorie A** : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi ;
- catégorie B** : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite courte (i.e. de 78 heures ou moins au cours du mois) ;
- catégorie C** : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite longue (i.e. de plus de 78 heures au cours du mois) ;
- catégorie D** : demandeurs d'emploi non tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi (en raison d'un stage, d'une formation, d'une maladie...), sans emploi ;
- catégorie E** : demandeurs d'emploi non tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, en emploi (par exemple : bénéficiaires de contrats aidés).

ATTENTION : Même si l'inscription à Pôle emploi en catégorie A et le chômage au sens du BIT sont deux réalités proches, elle ne se recouvrent pas. Certains demandeurs d'emploi ne sont pas chômeurs au sens du BIT et inversement, certains chômeurs au sens du BIT ne sont pas inscrits à Pôle emploi.

Enfin, alors que le taux de chômage au sens du BIT constitue un indicateur de référence pour l'analyse des évolutions du marché du travail, le nombre de demandeurs d'emploi, issu des fichiers administratifs de Pôle emploi, peut être affecté par différents facteurs : modifications du suivi et de l'accompagnement des demandeurs d'emploi, comportements d'inscription des demandeurs d'emploi, etc. **Les évolutions mensuelles des séries des demandeurs d'emploi corrigées des variations saisonnières et des effets des jours ouvrables (CVS-CJO) sont donc à interpréter avec prudence et peuvent parfois différer de la tendance de moyen terme des séries ; les évolutions sur trois mois sont à privilégier pour obtenir une information sur la tendance de moyen terme.**

Définitions : Emploi

À partir des résultats du 1er trimestre 2017, soit depuis l'été 2017, les estimations trimestrielles d'emploi localisées sont réalisées par l'Insee en partenariat avec l'Acoss et les Urssaf ainsi que la Dares, afin d'assurer une plus grande cohérence des messages et de les rendre plus lisibles. Les niveaux d'emploi restent issus des estimations annuelles d'emploi produites par l'Insee. À ces niveaux d'emploi de référence, sont appliqués des taux d'évolution trimestriels élaborés par l'Acoss et les Urssaf sur le champ privé hors intérim, et par la Dares sur l'intérim. La synthèse de l'ensemble des éléments est assurée par l'Insee.

Concernant l'intérim, l'Insee et la Dares publient désormais des séries harmonisées du nombre d'intérimaires aux niveaux régional et départemental. Ces séries correspondent au nombre de contrats en cours en fin de mois à l'agence d'intérim. Produites et désaisonnalisées par la Dares, elles intègrent depuis l'été 2017 les CDI intérimaires. Grâce à cet indicateur, il est ainsi possible de connaître, pour chaque département, le nombre d'intérimaires présents dans chaque secteur d'activité.

Afin de permettre une meilleure appréciation économique des secteurs d'activité au niveau régional, le Service études, statistiques et évaluation (Sese) de la Direccte Paca utilise cet indicateur pour obtenir une série d'emploi y compris intérim. Aux effectifs intérimaires produits par la Dares, sont ajoutés, pour chaque secteur d'activité, les effectifs hors intérim publiés par l'Insee. Cette approche diverge de celle de l'Insee qui continue de classer l'intérim en totalité dans le secteur marchand. En conséquence, les données d'emploi salarié par secteur d'activité présentes dans cette note sont différentes de celles publiées par l'Insee.

Attention : du fait de ce mode d'élaboration, l'addition des effectifs salariés des trois secteurs d'activité ne correspond pas exactement au nombre total d'emplois salariés, car celui-ci comprend aussi les intérimaires des secteurs de l'agriculture et du tertiaire non marchand qui, par définition, ne sont réaffectés ni à l'industrie, ni à la construction, ni au tertiaire marchand.

Définitions : politiques d'aide à l'emploi

- Les **Contrats uniques d'insertion** (CUI) : entrés en vigueur le 1er janvier 2010, ces contrats de travail visent à favoriser l'insertion professionnelle des personnes sans emploi qui rencontrent des difficultés particulières d'accès à l'emploi. Ils concernent notamment les demandeurs d'emploi de longue durée, de 50 ans et plus et les bénéficiaires de minima sociaux. Ils se déclinent en deux volets : le Contrat initiative emploi (CUI-CIE) dans le secteur marchand, et le Contrat d'accompagnement dans l'emploi (CUI-CAE) dans le secteur non marchand. Ce dernier secteur est privilégié par les pouvoirs publics compte tenu d'un plus fort impact de ces contrats sur le niveau d'emploi (à la hausse) et de chômage (à la baisse) que le secteur marchand, où les effets d'aubaine et de substitution sont plus marqués.

La signature d'un CUI ouvre droit, pour l'employeur, à un financement mensuel de l'État, dont le montant est fixé par arrêté du Préfet de Région. Le volume de ces contrats est déterminé semestriellement pour chaque région par la Délégation générale à l'emploi et à la formation professionnelle (DGEFP). Paca représente ainsi autour de 8 % de l'enveloppe financière nationale.

- Les **Emplois d'avenir** : ils sont une forme spécifique du Contrat unique d'insertion, destinés aux jeunes sans emploi de 16 à 25 ans et aux personnes handicapées de moins de 30 ans, peu ou pas qualifiés, ou résidant dans des zones urbaines sensibles ou de revitalisation rurale. Créés en novembre 2012, ils ont pour objectif de proposer à ces jeunes des solutions d'emploi et de leur ouvrir l'accès à une qualification pour favoriser leur insertion professionnelle. Comme pour le CUI, les employeurs du secteur non marchand (associations, collectivités, établissements publics) sont privilégiés par les orientations ministérielles.

- Les **contrats de génération** : entrés en vigueur le 1er mars 2013, ces contrats sont issus d'un accord unanime des partenaires sociaux. Ils visent à faciliter l'insertion durable des jeunes, à favoriser l'embauche ou le maintien dans l'emploi des salariés âgés et à encourager la transmission des compétences et des savoir-faire. Ils sont applicables à tous les employeurs du secteur privé, ainsi qu'aux établissements publics à caractère industriel et commercial de 300 salariés et plus. Les entreprises de 300 salariés et plus ne bénéficient toutefois d'aucune aide.

- Les **contrats d'apprentissage** : ces contrats de travail, d'une durée maximale de 3 ans, ont pour but de donner une formation générale, théorique et pratique, à des jeunes âgés de 16 à 25 ans ayant satisfait à l'obligation scolaire, afin qu'ils obtiennent une qualification professionnelle sanctionnée par un diplôme de l'enseignement professionnel ou technologique, un titre d'ingénieur ou un titre répertorié. Ils reposent sur le principe de l'alternance entre enseignement théorique en Centre de formation d'apprentis (CFA) et enseignement du métier chez l'employeur avec lequel l'apprenti a signé son contrat.

- Les **contrats de professionnalisation** : mis en place en 2005, ces contrats de travail, à durée déterminée ou indéterminée, permettent d'acquérir une qualification professionnelle reconnue par l'Etat ou la branche professionnelle, grâce à des périodes de formation théorique dispensée en centres de formation, ou par l'entreprise elle-même si elle dispose d'un service de formation. Ils s'adressent à tous les jeunes âgés de 16 à 25 ans révolus, aux demandeurs d'emploi âgés de 26 ans et plus, aux personnes ayant bénéficié d'un Contrat unique d'insertion, ainsi qu'aux bénéficiaires du Revenu de solidarité active (RSA), de l'Allocation de solidarité spécifique (ASS) ou de l'Allocation aux adultes handicapés (AAH).

Sigles

ASP.....	Agence de services et de paiements
BIT.....	Bureau international du travail
CUI-CAE.....	Contrat unique d'insertion-Contrat d'accompagnement à l'emploi
CUI-CIE.....	Contrat unique d'insertion-Contrat initiative emploi
CVS ⁽¹⁾	Corrigé des variations saisonnières ⁽¹⁾
CVS-CJO ⁽¹⁾	Corrigé des variations saisonnières et des jours ouvrables (1)
Dares.....	Direction de l'animation, de la recherche, des études et des statistiques
Direccte / SESE.....	Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi / Service études, statistiques et évaluation
Insee.....	Institut national de la statistique et des études économiques
STMT.....	Statistiques du marché du travail

⁽¹⁾ L'intérêt des données CVS et CVS-CJO est de pouvoir calculer, en plus des évolutions annuelles, des évolutions trimestrielles et mensuelles. Si les données sont brutes en revanche, et que l'indicateur possède un caractère saisonnier, seules des évolutions annuelles peuvent être calculées.

Pour en savoir plus

➤ [Tableau de bord des indicateurs clés de la Direccte Paca](#)

➤ [Demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en Paca](#)

➤ [Note de conjoncture de la Direccte Paca](#)

Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi Provence-Alpes-Côte d'Azur

23/25, rue Borde, CS 10009 - 13285 Marseille Cedex 08 - Tél. : 04 86 67 32 00

Directeur de la publication : Laurent Neyer, Directeur régional par intérim

Chef de service : Rémi Belle remi.belle@direccte.gouv.fr

Réalisation : Virginie D'Angelo virginie.dangelo@direccte.gouv.fr et Virginie Meyer virginie.meyer@direccte.gouv.fr